

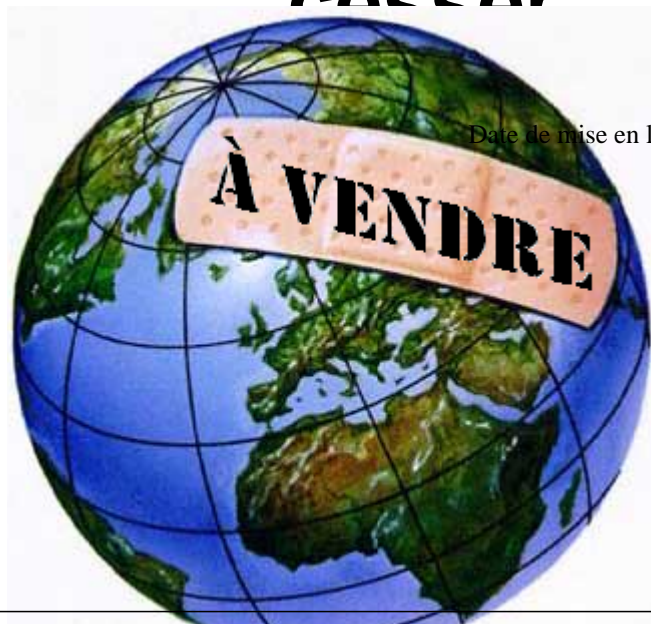
Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/L-accaparement-des-terres-par-les-fonds-de-pension-et-les-institutions-financieres-doit-cesser.html>

Appel des Organisations de la Société Civile et
Associations

L'accaparement des terres par les fonds de pension et les institutions financières doit

CESSER



Date de mise en ligne : mercredi 27 juin 2012

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

Vidéo Parlons du sol !

En introduction, une vidéo de l'IASS [1] : *Parlons du sol !*



Institute for Advanced Sustainability Studies e.V.

Appel des Organisations de la Société Civile et Associations

Sous la pression des prix alimentaires croissants, de la demande accrue en agrocarburants, en matériaux bruts et en bétail nourri au grain, ainsi qu'en raison de la faible rentabilité des marchés financiers en déroute, le nombre d'entreprises, de gouvernements et d'institutions financières privées et publiques qui s'engagent dans l'accaparement massif des terres dans les pays du Sud est en forte croissance, menaçant ainsi les moyens de subsistance et la souveraineté alimentaire de très nombreuses communautés.

Au cours de ces dernières années, des millions d'hectares de terres ont été loués ou achetés, principalement pour produire des aliments ou du carburant destinés au marché international. En conséquence, les paysan-ne-s, éleveurs et éleveuses, pêcheurs et pêcheuses et autres résident-e-s ruraux sont dépossédé-e-s des moyens dont ils et elles ont besoin pour se nourrir et pour nourrir leurs communautés, que ce soit à la suite d'une promesse d'embauche, ou même parfois sous la menace d'un fusil. L'accaparement des terres entraîne également des changements dans l'utilisation des sols et de l'eau, entraînant alors des destructions écologiques et une augmentation des émissions liées aux changements climatiques.

Les fonds d'investissement, l'industrie agricole et les fonds souverains "investissent" de plus en plus dans les terres, pour diversifier leur portefeuille de placements (dans un contexte de risque accru sur les marchés) ainsi que pour profiter du prix croissant des terres et des marchandises. [2] L'accaparement des terres est aussi financé indirectement lorsque des banques offrent des facilités de crédit aux entreprises impliquées ou lorsque des fonds spéculatifs ou des sociétés de capital-investissement achètent des parts de sociétés étrangères qui contrôlent des terres. [3] Même les gouvernements sont impliqués, par l'intermédiaire des institutions financières de développement à but lucratif qu'ils contrôlent.

A l'heure actuelle, on estime que les fonds de pension sont les plus grands "investisseurs" institutionnels dans les terres cultivables à l'échelle mondiale. [4] Pourtant, l'argent utilisé provient des plans d'épargne-retraite de salarié-e-s. Cela signifie donc que des citoyens peuvent être impliqués dans des violations massives de droits humains de communautés agricoles ; y compris les droits à l'alimentation, à l'accès à la terre, à l'eau et à un niveau de vie suffisant, ainsi que les droits culturels et le droit à l'autodétermination, et ce, en violation du droit international.

C'est pourquoi **les organisations de la société civile et associations signataires s'adressent à ces fonds de pension et autres institutions financières publiques ou privées**, ainsi qu'aux États qui ont le pouvoir de les réguler. [5] Les droits humains cités ci-dessus engagent les obligations extraterritoriales de ces États **de s'assurer**,

de toute urgence, que ces fonds et institutions :

▶ **cessent toute spéculation sur les terres et tout autre investissement dommageable pour la chaîne alimentaire globale**, y compris les transactions foncières et la participation financière dans l'industrie agricole, dans les cas où l'accaparement des terres ne peut pas être exclus ex ante, ainsi que les investissements dans des produits financiers complexes fondés sur des dérivés de biens alimentaires ou des terres agricoles ;

▶ **publient tous les renseignements concernant le financement direct ou indirect des acquisitions de terres** et autres transactions qui peuvent comporter une dimension d'accaparement des terres. Une telle publication doit reposer sur une analyse sérieuse de l'ensemble de la chaîne d'investissement, que les financements en question soit ou non officiellement affectés à l'acquisition foncière. C'est nécessaire pour briser la culture du secret qui entoure une grande partie de ces transactions et pour permettre à toutes les parties concernées et aux groupes d'intérêt public d'entreprendre les actions nécessaires ;

▶ **soient soumis à une évaluation préalable, obligatoire et indépendante des effets possibles des investissements et produits** sur les droits/d'utilisation de la terre, les moyens d'existence, l'environnement ainsi que l'application progressive du droit à une alimentation suffisante. Ces évaluations doivent faire en sorte que les gestionnaires de fonds et autres institutions financières prouvent obligatoirement et en tout temps qu'ils n'ont aucun intérêt particulier dans des sociétés ou des opérations qui concernent l'accaparement des terres.

Contacts

▶ Amis de la Terre : [Caroline Prak](#) au 01 48 51 18 96

▶ Peuples Solidaires/ActionAid : [Antoine Bouhey](#) au 01 48 58 21 85

Liste des organisations françaises signataires

- Les Amis de la Terre France
- Attac France
- Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde France
- La Confédération paysanne
- Oxfam France
- Peuples Solidaires en association avec ActionAid
- Solidarité

Liste des organisations européennes

- Action Solidarite Tiers Monde
- ActionAid International (Europe)
- Africa Groups of Sweden
- Anywaa Survival Organisation (ASO)
- ARC
- Attac Austria

L'accaparement des terres par les fonds de pension et les institutions financières doit cesser

- Biofuelwatch, UK
- Both Ends
- Bread for all
- Brot für die Welt
- Carbon Trade Watch International
- CIDSE
- CNCD 11.11.11
- Collectif pour la Défense des Terres Malgaches (TANY)
- Compassion in World Farming
- Dorset Small Producers Network
- ECA Watch Austria
- Ecologistas En Acción
- Etika
- European Network on Debt and Development
- FIAN International
- Food & Water Europe
- Food Ethics Council
- Foundation on Future Farming
- Framtids-jorden, Future Earth
- Friends of the Earth (England, Wales and Northern Ireland)
- Friends of the Earth Austria (Global 2000)
- Friends of the Earth Denmark (NOAH)
- Friends of the Earth Europe
- Friends of the Earth Finland (Maan Ystävät)
- Friends of the Earth International
- Friends of the Earth Netherlands (Milieu-Defensie)
- Friends of the Earth Sweden (Jordens Vänner)
- Friends of the Landless Finland
- Global Responsibility
- Global Witness
- GRAIN
- Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)
- International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM)
- Koordinierungsstelle der Österreich-ischen Bischofskonferenz für internationale Entwicklung und Mission
- Lok Sanjh Foundation
- Mani Tese (Italy)
- Üko + Fair ernährt mehr ! (Weltladen-Dachverband and Naturland)
- Oxfam
- Pacific-Network Germany
- Platform Aarde Boer Consument
- Re:Common [formerly, Campagna per la riforma della Banca Mondiale]
- Rettet den Regenwald (Germany)
- Rosa Luxemburg Foundation Brussels
- Salva la Selva (Spain)
- Save Our Seeds
- Slow Food
- Solidarity Sweden-Latin America
- Südwind
- Terra Nuova
- The Gaia Foundation
- The Grassroots Foundation
- The Kenya Debt Relief Network (KENDREN)

L'accaparement des terres par les fonds de pension et les institutions financières doit cesser

- The National Farmers Union (Canada)
- UK Food Group
- World Economy, Ecology & Development (WEED)
- Xarxa de l'Observatori del Deute en la Globalització (ODG-Debtwatch)

Post-scriptum :

Crédit Photo : [Illustration "planète à vendre"](#)

[1] Les chercheurs de l'IASS participent à des études pluridisciplinaires internationales sur le changement climatique, la science du système terrestre et la durabilité. Soutenu par le ministère allemand de l'Éducation et de la Recherche et par le Land de Brandebourg, ce think tank s'attache à promouvoir un dialogue sur les questions mondiales émergentes dans les secteurs public et privé, ainsi qu'au sein de la société civile.

[2] Il est nécessaire de questionner la notion que leurs intérêts financiers dans les terres agricoles ne seraient que des « placements ». La Banque mondiale estime que 80 % des grandes acquisitions territoriales dans le monde annoncées au cours des dernières années ne sont pas en production (<http://go.worldbank.org/OAV3EK4F00>). Des rapports universitaires exposent des activités de maximisation de la rente dans plusieurs cas. (http://www.future-agricultures.org/papers-and-presentations/doc_download/1324-hubert-cochet-and-michel-merlet). Des sociétés de financement par capitaux et plusieurs fonds spécialisés dans les terres agricoles opèrent souvent sur la base d'un retour élevé sur investissement en cinq ans. Des groupes de la société civile de plusieurs pays africains rapportent qu'au cours des dernières années de nombreuses transactions se sont avérées purement spéculatives. Les investisseurs fonciers eux-mêmes ne cachent pas qu'ils peuvent faire des profits faciles simplement en louant ou revendant les terres (<http://farmlandgrab.org/post/view/20165>). Il est essentiel de déterminer comment, où et par qui ces investissements sont dirigés, puisqu'ils peuvent s'avérer dommageables. De plus en plus de données démontrent que la partie la plus vitale des investissements en agriculture sont faits par les familles paysannes elles-mêmes, et c'est ce type d'investissement qui doit être soutenu (http://www.ukfg.org.uk/pics/Yaounde_Agricultural_Investment_Farmers_Workshop_Synthesis_Report-EN_1.pdf).

[3] Merian Research and CRBM : The Vultures of Land Grabbing, 2010 (<http://www.pambazuka.org/en/category/land/68535>).

[4] Sur les 100 milliards de dollars US que les fonds de pension investissent dans les marchandises, il est estimé que de 5 à 15 milliards sont dirigés vers les acquisitions territoriales. Il est prévu que ces investissements dans la marchandise et les terres agricoles doubleront d'ici 2015. GRAIN : Pension Funds : Key Players in the Global Farmland Grab, juin 2011 (<http://www.grain.org/article/entries/4287-pension-funds-key-players-in-the-global-farmland-grab>).

[5] Ces points sont les revendications initiales de la société civile et seront amendés au fur et à mesure que de nouvelles preuves seront révélées. Cette déclaration fait suite à la Rencontre stratégique de la société civile sur le financement de l'accaparement des terres, qui a eu lieu à Bruxelles en mars 2012, et représente la première étape d'un plan d'urgence en cours de définition.